

**Assemblée générale**

Cinquante-neuvième session

**113<sup>e</sup>** séance plénière

Jeudi 14 juillet, à 15 heures

New York

*Documents officiels*

---

*Président :* M. Ping ..... (Gabon)

*La séance est ouverte à 15 h 20.*

**Point 56 de l'ordre du jour (suite)****Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres****Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale****Projet de résolution (A/59/L.16/Rev.1)**

**Le Président :** Les membres se souviendront que l'Assemblée générale a déjà tenu un débat sur le point 56 de l'ordre du jour et ses alinéas a) à t) à ses 38<sup>e</sup> et 40<sup>e</sup> séances plénières, les 21 et 22 octobre 2004. S'agissant de l'alinéa g), l'Assemblée générale est saisie d'un projet de résolution publié sous la cote A/59/L.16/Rev.1.

Je donne la parole au représentant du Congo, qui va présenter le projet de résolution A/59/L.16/Rev.1.

**M. Ikouebe (Congo) :** J'ai l'honneur de prendre la parole aujourd'hui pour présenter le projet de résolution A/59/L.16/Rev. 1 au titre du point 56 g) de l'ordre du jour au nom des 11 pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) suivants : Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et Tchad.

Comme vient de le rappeler le Président, l'Assemblée générale avait déjà eu l'occasion d'examiner le point relatif à la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et autres. Et à cette occasion, j'avais eu l'opportunité de présenter le projet, dont l'adoption a été reportée pour permettre une concertation plus poussée avec certains partenaires intéressés et pour tenir compte des évolutions en cours dans la sous-région de l'Afrique centrale sur le plan géopolitique et de la sécurité.

Le texte que je présente aujourd'hui n'est donc pas différent de ceux adoptés au cours des années antérieures. L'accent est mis aujourd'hui sur la nécessité de poursuivre les efforts soutenus du Secrétaire général de notre Organisation et de l'ensemble de la communauté internationale dans le cadre de l'assistance aux institutions de cette sous-région.

Une fois de plus, nous saluons l'initiative prise par le Secrétaire général, à la demande du Conseil de sécurité, de dépêcher en Afrique centrale, en juin 2003, une mission multidisciplinaire d'évaluation chargée de déterminer les moyens d'appliquer une approche globale, résolue et concertée des problèmes de paix, de sécurité et de développement dans notre sous-région. L'accent est mis également sur la mise en oeuvre des recommandations contenues dans le rapport de cette mission, à l'heure où l'Afrique centrale connaît des

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



perspectives plus favorables dans le domaine de la paix et de la sécurité.

La situation de post-conflit dans la plupart de ces pays nécessite en effet des efforts accrus, notamment dans le cadre de l'exécution des programmes de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. L'attention de la communauté internationale est donc appelée sur la nécessité d'une assistance substantielle devant contribuer à consolider les divers processus de paix en cours en Afrique centrale. Comme les années précédentes, les États de la CEEAC souhaitent que l'Assemblée adopte ce projet de résolution par consensus.

**Le Président :** Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/59/L.16/Rev.1, intitulé « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et la Communauté économique des États d'Afrique centrale ».

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de résolution A/59/L.16/Rev.1 ?

*Le projet de résolution A/59/L.16/Rev.1 est adopté (résolution 59/310).*

**Le Président :** Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 56 g) de l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président :** L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 56 de l'ordre du jour.

#### **Point 8 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : demande de réouverture de l'examen de l'alinéa b) du point 85 b) de l'ordre du jour**

**Le Président :** Les Membres se souviendront qu'à sa 2<sup>e</sup> séance plénière tenue le 17 septembre 2004, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer le point 85 b) de l'ordre du jour à la Deuxième Commission au titre de la rubrique B, « Promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions prises lors des récentes conférences des Nations Unies ».

Les Membres se rappelleront également que le point 85 b) de l'ordre du jour est resté à l'examen pendant la cinquante-neuvième session.

Pour que l'Assemblée générale puisse procéder promptement à l'examen du projet de résolution publié sous la cote A/59/L.63 au titre de cet alinéa, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite examiner le point 85 b) de l'ordre du jour directement en séance plénière au titre de la rubrique B, « Promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions prises lors des récentes conférences des Nations Unies »?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président :** Puis-je également considérer que l'Assemblée générale accepte de procéder immédiatement à l'examen du point 85 b) de l'ordre du jour?

Puisqu'il n'y a pas d'objections, nous allons procéder de cette façon.

#### **Point 85 de l'ordre du jour (suite)**

##### **Développement durable**

##### **b) Poursuite de la mise en oeuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement**

**Note du Secrétaire général (A/59/872)**

##### **Projet de résolution : A/59/L.63**

**Le Président :** S'agissant de ce point, l'Assemblée générale est saisie d'une note du Secrétaire général distribuée sous la cote A/59/872, transmettant le rapport de la Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

Je donne la parole au représentant de la Jamaïque, qui va présenter le projet de résolution A/59/L.63.

**M. Neil (Jamaïque) (parle en anglais) :** Au nom des États membres du Groupe des 77 et de la Chine, j'ai l'honneur cet après-midi de présenter pour examen à l'Assemblée générale le projet de résolution intitulé « Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement », qui a été publié sous la cote

A/59/L.63. Les pays suivants se sont ajoutés à la liste des auteurs : Allemagne, Autriche, Croatie, Danemark, Finlande, Italie, Lituanie, Samoa, Îles Salomon, Turquie et Tuvalu.

Le projet de résolution traite des textes issus de la Réunion internationale tenue à Maurice du 10 au 14 janvier 2005, qui avait pour objectif principal un examen de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement. L'Assemblée, au paragraphe 2 du projet de résolution, fait sienne la Déclaration de Maurice et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement. Leur adoption a été l'aboutissement de mois de préparatifs minutieux et de négociations intensives entre les délégations lors de la Réunion internationale.

Le projet de résolution accorde une attention particulière à la mise en œuvre, appelle à des mesures concrètes pour remplir les engagements pris et exhorte toutes les parties, les gouvernements et les organismes internationaux à prendre des mesures effectives. Tel est le sujet principal des paragraphes 4, 5 et 6. Au paragraphe 7, le projet recommande que les textes issus de la Réunion soient pris en considération lors de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale, qui se tiendra du 14 au 16 septembre 2005 et lors des préparatifs de cette Réunion.

Le rôle du Secrétariat est également d'une importance particulière pour promouvoir une mise en œuvre coordonnée et cohérente. Ainsi, les paragraphes 8, 9, 10 et 11 demandent que des mesures spéciales soient prises par le Secrétaire général et par des organismes du système international.

Les auteurs saisissent cette occasion pour exprimer leur profonde gratitude au Gouvernement et au peuple mauriciens pour avoir accueilli la Réunion internationale et pour avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour qu'elle soit menée à bien.

Les propositions constructives contenues dans le projet de résolution méritent l'appui de la communauté internationale. Les nombreuses consultations ont permis que les vues et les intérêts des Membres de l'Organisation des Nations Unies soient pris en compte dans un texte consensuel. Sur cette base, nous invitons le Secrétaire général à examiner le projet de résolution

avec bienveillance, et nous formons l'espoir qu'il sera approuvé à l'unanimité par l'Assemblée.

**M. Koonjul** (Maurice) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Alliance des petits États insulaires. Nous souhaiterions souscrire à la déclaration du Président du Groupe des 77 et de la Chine.

Nous recommandons à l'Assemblée générale le projet de résolution A/59/L.63, qui fait siens les textes issus de la Réunion internationale de Maurice, à savoir la Déclaration de Maurice et la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, adoptées lors de la Réunion internationale. J'aimerais également remercier tous les pays qui ont parrainé le projet de résolution.

La Réunion internationale de Maurice, qui s'est tenue du 10 au 14 janvier 2005 – la première grande conférence internationale des Nations Unies qui ait eu lieu après le tsunami catastrophique du 26 décembre 2004 – a vu la participation de presque 2 000 délégués, notamment 18 présidents, vice-présidents et premiers ministres, près de 60 autres ministres, et de représentants des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales. Votre propre présence, Monsieur le Président, et celle du Secrétaire général à la Réunion internationale – qui ont été très hautement appréciées et qui ont rehaussé le prestige de la Réunion – ont été la preuve de la plus haute importance que vous attachez tous deux à la cause des petits États insulaires en développement.

La Réunion internationale de Maurice a été l'aboutissement de plus d'une décennie d'efforts faits par les petits États insulaires en développement et par nos partenaires de la communauté internationale pour élaborer un cadre pour le développement durable des petits États insulaires en développement. L'examen décennal du Programme d'action de la Barbade nous a offert l'occasion d'évaluer les efforts accomplis pour le développement durable de nos pays avec l'appui de nos partenaires de développement. Pour l'Alliance des petits États insulaires, le processus préparatoire a commencé il y a plus de deux ans et a abouti en janvier 2004 à la réunion ministérielle interrégionale des petits États insulaires en développement, qui s'est tenue aux Bahamas, de laquelle est issu le projet de stratégie des petits États insulaires en développement pour la

poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade.

L'examen a mis en exergue les causes de la mise en œuvre inadéquate : pénurie de ressources, faiblesse des capacités humaines et institutionnelles, absence du transfert des techniques et, dans certains cas, l'absence d'une approche globale et intégrée au développement durable. De plus, l'émergence de nouveaux problèmes tels que le VIH/sida, la mondialisation et l'érosion des préférences commerciales dont jouissaient traditionnellement les petits États insulaires en développement, ainsi que le nouvel accent mis sur la sécurité, ont encore ralenti les efforts de mise en œuvre.

Des progrès importants dans les négociations sur le projet de document de stratégie ont été faits ici à New York au Siège de l'ONU et au cours des trois séries de consultations, ainsi qu'au cours des deux jours de réunions précédant la Réunion à Maurice. Nous souhaitons faire part à nos partenaires de notre profonde appréciation pour la souplesse et la compréhension dont ils ont fait preuve au cours du processus de négociations. Je souhaiterais également remercier tous les amis du pays hôte de la Réunion internationale et les autres pays amis pour leurs contributions importantes au succès de la Réunion de Maurice.

Nous aimerions que soit officiellement consignés nos remerciements particuliers et notre gratitude à l'égard de l'ancien Représentant permanent de la Nouvelle-Zélande, S. E. l'Ambassadeur Don MacKay, pour le rôle exceptionnel qu'il a joué en tant que facilitateur du processus de négociations. Son esprit de direction, sa vision et ses excellents talents diplomatiques se sont révélés être essentiels pour parvenir au succès final. Nous adressons également nos remerciements au Secrétaire général de la Réunion internationale, S. E. M. Anwarul Chowdhury, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, et à tout le personnel du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celui du Département des affaires économiques et sociales et son Groupe des petits États insulaires en développement. Je souhaiterais également remercier très sincèrement tous les pays qui ont contribué au Fonds d'affectation spéciale pour les petits États insulaires en développement. Nos remerciements vont également à

M. Mark Ramsden, Conseiller à la Mission permanente de la Nouvelle-Zélande, qui a aidé obligeamment à l'obtention d'un consensus sur la présente résolution.

J'aimerais souligner certains aspects essentiels de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre. La Stratégie représente un modèle de mesures pragmatiques, concrètes et pratiques pour apporter une réponse aux préoccupations des petits États insulaires en développement tels qu'identifiées dans le Programme d'action de la Barbade, ainsi qu'aux nouveaux problèmes. La Réunion internationale de Maurice a permis au Programme de la Barbade de se rapprocher d'une perspective plus large sur le développement durable des petits États insulaires en développement et des priorités de financement actuelles, et a créé des liens avec l'examen de la Déclaration du Millénaire. La Stratégie de Maurice combine également les aspects pertinents des Objectifs du Millénaire pour le développement avec les priorités de développement durable des petits États insulaires en développement.

C'est dans ce contexte que nous avons souligné à de nombreuses reprises, au cours des consultations convoquées par le Président de l'Assemblée générale en relation avec la Réunion plénière de haut niveau de septembre 2005, nous avons maintes fois attiré l'attention sur les textes issus de la Réunion internationale de Maurice et sur le fait qu'ils doivent être pris en considération dans le document final de septembre. Nous avons également indiqué que la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre constitue un apport important dans le domaine du développement durable.

La Stratégie de Maurice note également que les petits États insulaires en développement ont mis principalement en œuvre le Programme d'action de la Barbade en utilisant leurs propres ressources et qu'ils ont mené leurs efforts dans des conditions financières difficiles, notamment du fait d'une baisse générale de l'aide publique au développement aux petits États insulaires en développement. La Stratégie couvre tous les chapitres sectoriels du Programme d'action de la Barbade et examine également de nouveaux problèmes. Elle identifie clairement les domaines dans lesquels les petits États insulaires en développement nécessiteront l'appui de la communauté internationale.

La Stratégie de Maurice appelle, entre autres choses, à une augmentation importante du flux de

ressources financières et d'autres ressources pertinentes, tant publiques que privées, et à veiller à leur emploi effectif; à l'amélioration des possibilités commerciales; à l'accès au transfert des technologies respectueuses de l'environnement sur une base concessionnelle ou préférentielle, comme mutuellement agréé; à l'appui dans le domaine de l'éducation et de la sensibilisation; au renforcement des capacités; et à l'appui des stratégies conçues et mises en œuvre au niveau national pour le développement durable, notamment la réduction de la pauvreté et le développement de la capacité de résistance.

Nous appelons tous nos partenaires et tous les organismes donateurs à appuyer les petits États insulaires en développement pour renforcer leur capacité à mettre en œuvre la Stratégie de Maurice.

L'Alliance des petits États insulaires se félicite également de la décision qu'a prise la Commission du développement durable, à sa treizième session, de consacrer une journée de ses sessions d'examen à l'évaluation de l'application de la Stratégie de Maurice ainsi qu'à l'examen de tous faits nouveaux intervenus dans les efforts de développement durable dans les petits États insulaires. Il s'agit d'un pas dans la bonne direction.

Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport de mars 2005, les conséquences des changements climatiques, de la montée du niveau de la mer et des phénomènes qui y sont associés, tels que la hausse de l'intensité et de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, menacent le développement durable, les moyens de subsistance des populations et l'existence même de certains États.

Au moment où nous parlons, un ouragan de grande ampleur frappe une fois de plus la Grenade, causant de dégâts importants. Comme l'Assemblée s'en rappellera, lors du sommet de l'Alliance des petits États insulaires qui s'est tenu en marge de la Réunion internationale de Maurice, un appel a été lancé pour que la priorité soit donnée à la mise en place et la création d'un système d'alerte rapide permettant de détecter toutes sortes de catastrophes naturelles dans toutes les régions du monde, avec l'appui de la communauté internationale. Nous nous félicitons des progrès accomplis en la matière, mais il importe tout autant que notre groupe de pays vulnérables reçoive de toute urgence une assistance dans le renforcement de sa capacité de résistance à de telles adversités.

La Stratégie de Maurice nécessitera une feuille de route claire pour qu'une action concrète soit rapidement entreprise en vue de relever le défi exceptionnel du développement durable des petits États insulaires en développement et en vue de faire face à leurs vulnérabilités économiques, sociales et écologiques. Nous pensons également que le Groupe des petits États insulaires en développement du Département des affaires économiques et sociales et le Réseau des petits États insulaires en développement devraient être durablement dotés d'effectifs et renforcés de façon à pouvoir servir efficacement ce groupe de pays important.

Nous attendons beaucoup du plan que doit concevoir le Secrétaire général pour le Département des affaires économiques et sociales, et nous attendons avec intérêt des recommandations claires en vue d'une action cohérente et coordonnée impliquant tous les organes compétents de l'ONU, les institutions spécialisées, les commissions régionales et d'autres parties prenantes. À cet égard, l'Alliance des petits États insulaires apprécie à sa juste valeur l'initiative prise par certaines institutions des Nations Unies en vue d'intégrer la Stratégie de Maurice dans leurs programmes de travail et de désigner un interlocuteur privilégié pour les questions touchant les petits États insulaires en développement dans leurs secrétariats respectifs.

Les États membres de l'Alliance collaboreront étroitement aux niveaux national et régional avec le Département des affaires économiques et sociales en vue des réunions régionales qui doivent se tenir en 2005 et 2006. Une fois de plus, nous lançons un appel à la communauté des donateurs pour qu'ils contribuent au Fonds d'affectation spéciale pour les petits États insulaires en développement afin de permettre la participation des petits États insulaires en développement à ces réunions régionales.

C'est en effet un honneur pour Maurice d'avoir eu l'occasion d'accueillir la Réunion internationale sur le développement durable des petits États insulaires en développement, et nous espérons que le projet de résolution approuvant les textes qui en sont issus sera adopté par consensus.

**M<sup>me</sup> Banks** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : La Nouvelle-Zélande espère que le projet de résolution sera adopté, car nous sommes convaincus

qu'il favorisera la mise en œuvre de la Stratégie de Maurice au sein du système des Nations Unies.

La Nouvelle-Zélande demeure attachée à la Stratégie de Maurice. Nous sommes heureux de voir que son importance a été reconnue, Monsieur le Président, dans votre projet de texte à soumettre au sommet de septembre. Nous souhaitons que le texte issu du sommet soit axé sur tous les groupes des pays vulnérables et sur ceux qui ne réaliseront très probablement pas les objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les petits États insulaires en développement.

La Nouvelle-Zélande a toujours appuyé le renforcement du Groupe des petits États insulaires en développement du Département des affaires économiques et sociales. En tant que donateur ayant contribué aux fonds extrabudgétaires pour financer ses activités, nous estimons qu'il importe que le Secrétaire général dote ce Groupe des moyens lui permettant de s'acquitter de son mandat. À cette fin, nous aimerions que les effectifs permanents de ce Groupe soient renforcés. Comme il est indiqué dans le projet de résolution, cela doit se faire dans les limites des ressources existantes. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, il y a moyen de réduire les doubles emplois dans le système. Cela pourrait nous aider à libérer des ressources qui pourraient être ensuite réaffectées dans le Groupe des petits États insulaires en développement.

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays en voie d'adhésion, la Bulgarie et la Roumanie; les pays candidats, la Turquie et la Croatie; et les pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels, l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine et la Serbie-et-Monténégro; et les pays membres de l'Association européenne de libre-échange, membres de l'Espace économique européen, l'Islande et la Norvège, ainsi que l'Ukraine et la République de Moldova, s'associent à la présente déclaration.

L'Union européenne voudrait saisir cette occasion pour se féliciter chaleureusement de l'approbation officielle par l'Assemblée générale de la Déclaration de Maurice et de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement.

L'Union européenne estime que ces documents fournissent à la communauté internationale une base

importante et concrète pour le soutien qu'elle fournira aux petits États insulaires en développement et pour sa collaboration avec ces pays. Nous nous réjouissons à l'idée qu'une coordination étroite continuera d'exister avec les petits États insulaires en développement dans le suivi des décisions prises à Maurice.

Ceux d'entre nous qui ont été impliqués ces derniers mois dans le processus des petits États insulaires en développement savent très bien que nombre des questions abordées dans la Stratégie de Maurice sont ces mêmes questions importantes que les Membres de l'ONU examinent aujourd'hui dans le cadre du sommet à venir qui sera consacré à la suite à donner à la Déclaration du Millénaire. Nous demeurons déterminés à veiller à ce que les préoccupations des petits États insulaires en développement soient dûment prises en compte au prochain sommet.

L'Union européenne voudrait également saisir cette occasion pour dire toute sa satisfaction et sa reconnaissance pour le rôle central joué par le Gouvernement mauricien, qui nous a orientés dans les préparatifs minutieux en vue de la Réunion internationale de Maurice et qui a merveilleusement accueilli cette Réunion en janvier dernier.

**M. Núñez de Odremán** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Par souci de profonde solidarité avec les petits États insulaires en développement, la délégation de la République bolivarienne du Venezuela est disposée à approuver le projet de résolution A/59/L.63, dont nous sommes saisis en vue d'adoption.

Notre délégation tient à indiquer qu'elle se dissocie de la teneur du paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution, en raison de certains éléments figurant dans la Stratégie de mise en œuvre de Maurice. Je m'explique.

Le Venezuela n'est pas un État partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et n'est pas non plus assujéti aux normes de cette Convention au titre du droit coutumier international, à l'exception de celles que la République bolivarienne du Venezuela aurait expressément reconnues ou reconnaîtrait expressément à l'avenir, en les adoptant dans sa législation nationale. C'est la raison pour laquelle ma délégation s'est dissociée du contenu des alinéas a) et b) du paragraphe 27 de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre du Programme d'action, et que nous réitérons cette position à

l'occasion de l'adoption du projet de résolution A/59/L.63.

**Le Président :** Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de résolution A/59/L.63. Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

**M. Botnaru** (*parle en anglais*) : Concernant le projet de résolution A/59/L.63, je voudrais informer les représentants qu'en application du paragraphe 8 du projet de résolution, il était prévu que l'examen par l'Assemblée générale, à sa soixantième session, d'un rapport contenant un plan visant la mise en œuvre coordonnée et cohérente de la Stratégie de Maurice par les organes des Nations Unies compétents serait l'occasion d'examiner et de définir les incidences sur les programmes de la mise en œuvre du Programme d'action et, par là, d'établir la fourchette des ressources nécessaires pour le financer. Sur ce plan, le paragraphe 8 n'aura pas d'incidence sur le budget programme actuel.

Le Département des affaires économiques et sociales prévoit qu'en application du paragraphe 9 du projet de résolution, trois réunions régionales seront tenues dans la seule année 2005 : une dans la région des Caraïbes, une dans la région Atlantique, océan Indien, Méditerranée et mer de Chine méridionale ; et une dans la région Pacifique. On estime à 125 000 dollars la somme qui sera nécessaire pour la tenue des trois réunions régionales des petits États insulaires en développement en 2005. Le Secrétariat évaluera toutes les ressources extrabudgétaires existantes qui auront été versées pour financer les activités à l'appui du programme de travail des petits États insulaires en développement et il sollicitera des contributions supplémentaires si nécessaire.

En vue de faciliter la mise en œuvre intégrale et efficace de la Stratégie de Maurice pour la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, comme l'Assemblée générale le demande au paragraphe 10 du projet de résolution, le Secrétariat fera face aux dépenses supplémentaires éventuelles dans le cadre des ressources existantes, notamment par un redéploiement interne des ressources.

En résumé, l'adoption de ce projet de résolution A/59/L.63 n'aurait aucune incidence sur le budget programme pour le budget ordinaire de 2004-2005.

**Le Président :** L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/59/L.63, intitulé « Réunion internationale chargée d'examiner la mise en œuvre du Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement ».

Avant que nous nous prononcions sur le projet de résolution A/59/L.63, je voudrais indiquer que depuis sa présentation, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Finlande, France, Grèce, îles Salomon, Irlande, Italie, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Turquie, Tuvalu.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de résolution A/59/L.63?

*Le projet de résolution A/59/L.63 est adopté (résolution 59/311).*

**Le Président :** Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite en terminer avec l'examen du point 85 b) de l'ordre du jour et du point 85 de l'ordre du jour dans son ensemble?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 105 de l'ordre du jour (suite)**

#### **Questions relatives aux droits de l'homme**

#### **b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales**

#### **Projet de résolution (A/59/L.65)**

**Le Président :** Les membres se souviendront que l'Assemblée générale a consacré sa 70<sup>e</sup> séance plénière, le 10 décembre 2004, au bilan de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme (1995-2004) au titre de cet alinéa.

Je donne la parole au représentant de l'Australie, qui va présenter le projet de résolution A/59/L.65.

**M. Choi** (Australie) (*parle en anglais*) : La Déclaration universelle des droits de l'homme dispose, à l'article 26, que « l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des

libertés fondamentales ». La Conférence mondiale de Vienne sur les droits de l'homme a également établi que l'éducation en matière de droits de l'homme est indispensable à l'instauration et à la promotion de relations intercommunautaires stables et harmonieuses, ainsi qu'à la promotion de la compréhension mutuelle, de la tolérance et de la paix. Au cours de la dernière décennie, l'Assemblée générale a adopté des résolutions qui ont exprimé la conception de consensus que l'éducation dans le domaine des droits de l'homme contribue de façon fondamentale à la pleine réalisation des droits de l'homme et à la prévention à long terme des atteintes aux droits de l'homme.

Le 10 décembre 2004, l'Assemblée générale a proclamé le Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme en considération de la nécessité de disposer d'un cadre international permanent d'éducation dans ce domaine. Le Programme, échelonné en phases ciblées et limitées dans le temps, permettra d'adopter une démarche plus structurée dans le cadre de la coordination internationale de cette éducation avec, notamment, une gestion et une coordination plus souples. Il facilitera le travail de ceux qui s'occupent déjà d'éducation dans le domaine des droits de l'homme et en encouragera d'autres à mettre au point des programmes en la matière.

Malheureusement, nous n'avons pas été en mesure d'adopter, le 10 décembre dernier, le projet de plan d'action correspondant pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme. Mais maintenant que les États ont eu amplement l'occasion de commenter et d'examiner le projet de plan, et étant donné que la première phase du Programme mondial, axée sur l'enseignement primaire et secondaire, a d'ores et déjà été proclamée, il est temps d'agir.

Dans ce contexte, j'ai le plaisir de présenter le projet de résolution intitulé « Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme », publié sous la cote A/59/L.65. Le texte fait le point sur la résolution 59/113 de l'Assemblée générale en date du 10 décembre 2004, sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, et la résolution correspondante de la Commission des droits de l'homme. Avec ce projet de résolution, l'Assemblée adopterait le projet révisé de plan d'action pour la première phase du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

Les résolutions de l'Assemblée générale portant sur l'éducation dans le domaine des droits de l'homme bénéficient d'ordinaire d'un ferme soutien au sein de la communauté internationale, en raison de l'importance que l'on attache à l'existence d'un cadre international adapté à l'éducation dans ce domaine. Nous espérons fermement que ce projet de résolution sera adopté avec le large soutien des membres de l'Assemblée générale.

Avant de terminer, je voudrais citer les pays qui se sont ajoutés à la liste des coauteurs du projet de résolution : Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Bélarus, Belgique, Canada, Chili, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Finlande, France, Grèce, Haïti, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Mali, Malte, Mexique, Monaco, Norvège, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suisse, Thaïlande, Turquie et Uruguay.

**Le Président :** Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/59/L.65.

Avant de donner la parole aux orateurs pour expliquer leur position avant la décision, je rappelle aux délégations que les explications de vote et de position sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Je donne à présent la parole à la représentante de l'Inde.

**M<sup>me</sup> Tomar** (Inde) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour une explication de position avant qu'une décision ne soit prise sur le projet de résolution relatif au Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, publié sous la cote A/59/L.65.

Ma délégation tient à remercier l'auteur principal, la délégation australienne, de ses efforts visant à présenter le projet de résolution. Le projet de résolution veillera à ce que le travail entamé au cours de la première Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme acquière un élan nouveau durant la prochaine décennie.

Le débat, le 10 décembre 2004, à l'Assemblée générale, sur l'éducation dans le domaine des droits de



l'homme a clairement mis en évidence l'importance que les États Membres attachent de plus en plus à cet aspect de la promotion des droits de l'homme. En Inde, la notion des droits de l'homme est consacrée par la Constitution, adoptée en 1950, peu après l'indépendance de l'Inde. La Constitution assure la promotion et la protection des droits humains du peuple indien. Jusqu'à présent, l'éducation dans le domaine des droits de l'homme a été intégrée dans divers sujets à différents niveaux d'enseignement grâce à la politique indienne en matière d'enseignement. Un plan d'action national pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme a été élaboré en coopération avec la Commission nationale des droits de l'homme et est mis en œuvre. L'Inde est pleinement déterminée à promouvoir l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et a pris plusieurs mesures à cette fin.

Au paragraphe 1 du projet A/59/L.65, l'Assemblée générale adopterait le projet révisé de plan d'action pour la première phase (2005-2007) du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, tel qu'il figure dans l'annexe à la note du Secrétaire général (A/59/525/Rev.1).

Le projet de plan prévoit la création d'un comité de coordination interinstitutions des Nations Unies composé de représentants du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres institutions internationales concernées, notamment la Banque mondiale. À notre sens, un accord intergouvernemental préalable sur les précisions relatives au rôle, au fonctionnement et au mandat de ce comité est nécessaire, et nous aurions préféré approfondir cet aspect au cours de la soixantième session de l'Assemblée générale. Comme cela ne s'est pas avéré possible, nous tenons à affirmer clairement que nous n'envisageons pas et n'acceptons pas qu'un quelconque mandat de contrôle ou d'évaluation soit confié à un comité de coordination interinstitutions des Nations Unies, en particulier au regard des paragraphes 49 et 51 du projet de plan d'action.

Nous sommes également préoccupés par le fait que ni le projet de résolution ni le projet de plan d'action ne prévoit de ressources additionnelles pour la mise en œuvre, en particulier dans les pays en

développement. La Déclaration et le Programme d'action de Vienne ont noté que le manque de ressources et la faiblesse des institutions peuvent faire obstacle à la réalisation immédiate des objectifs fixés. Une coopération internationale accrue en vue d'éliminer la pauvreté demeure un élément clef de la promotion et de la protection des droits de l'homme ainsi que de la promotion de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

**Le Président :** Nous avons entendu le seul orateur au titre des explications de position avant qu'une décision soit prise sur le projet de résolution.

L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/59/L.65, intitulé « Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme ».

Je voudrais indiquer que, depuis la publication du projet de résolution, le Kazakhstan s'en est porté coauteur.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de résolution A/59/L.65?

*Le projet de résolution A/59/L.65 est adopté (résolution 59/113B).*

**Le Président :** Avant de donner la parole à la représentante de la République bolivarienne du Venezuela pour expliquer sa position sur la résolution qui vient d'être adoptée, je rappelle aux délégations que les explications de vote ou de position sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

**Mme Núñez de Odremán** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La République bolivarienne du Venezuela a appuyé le projet de résolution A/59/L.65. Mais nous voudrions faire savoir que nous disposons déjà de plans nationaux qui sont mis en œuvre en matière d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. En conséquence, l'application du Programme mondial pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, adopté par le biais de la présente résolution, est compatible et en harmonie avec nos programmes nationaux.

Par ailleurs, pour ce qui est du paragraphe 5 de la résolution, les plans d'action appliqués par les organisations non gouvernementales dans notre pays sont, et devraient être, soumis aux priorités et

exigences établies par les plans nationaux de notre pays.

**Le Président :** Nous avons entendu le seul orateur au titre des explications de position sur la résolution qui vient d'être adoptée.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 105 b) de l'ordre du jour et du point 105 de l'ordre du jour dans son ensemble?

*Il en est ainsi décidé.*

#### **Point 8 de l'ordre du jour (suite)**

##### **Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : demande de réouverture du point 113**

**Le Président :** Les membres se rappelleront qu'à sa 2<sup>e</sup> séance plénière, tenue le 17 septembre 2004, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer le point 113 de l'ordre du jour à la Cinquième Commission au titre de la rubrique I, « Questions d'organisation, questions administratives et autres questions ».

Les membres se rappelleront également que le point 113 de l'ordre du jour est resté à l'examen pendant la cinquante-neuvième session.

Au titre de ce point, je voudrais attirer l'attention des membres sur une lettre datée du 24 juin 2005 adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Comité des contributions et distribuée sous la cote A/59/864. Dans cette lettre, j'ai été prié par le Président du Comité des contributions de transmettre sans délai à l'Assemblée générale la partie de son rapport sur les travaux de sa soixante-cinquième session qui porte sur les demandes de dérogation à l'Article 19 présentées par plusieurs États Membres.

Par ailleurs, j'ai reçu une lettre datée du 29 juin 2005 émanant de Sao Tomé-et-Principe, document A/59/869, une lettre datée du 8 juillet 2005 émanant du Niger, document A/59/868, et une lettre datée du 13 juillet 2005 émanant du Libéria, document A/59/871, priant l'Assemblée générale d'agir rapidement pour accorder à ces trois pays la dérogation prévue à l'Article 19 et pour que cette importante question soit soumise à l'Assemblée générale en séance plénière au début du mois de juillet.

L'Assemblée générale est également saisie d'un projet de résolution publiée sous la cote A/59/L.66.

Je crois comprendre que la Cinquième Commission n'examinera pas le point 113 de l'ordre du jour en juillet, et afin que l'Assemblée générale puisse être saisie sans délai de cette question ainsi que du projet de résolution A/59/L.66, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite examiner le point 113 de l'ordre du jour directement en séance plénière au titre de la rubrique I, « Questions d'organisation, questions administratives et autres questions »?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président :** Puis-je considérer en outre que l'Assemblée générale accepte de procéder immédiatement à l'examen du point 113 de l'ordre du jour?

Puisqu'il n'y a pas d'objections, nous allons procéder de cette façon.

#### **Point 113 de l'ordre du jour (suite)**

##### **Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies**

##### **Lettre adressée au Président de l'Assemblée générale par le Président du Comité des contributions (A/59/864)**

##### **Projet de résolution (A/59/L.66)**

**Le Président :** Je donne la parole au représentant de la Géorgie, qui va présenter le projet de résolution A/59/L.66.

**M. Chitaia (Géorgie) (parle en anglais) :** J'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/59/L.66 au nom des coauteurs suivants : la République centrafricaine, les Comores, la Guinée-Bissau, le Niger, Sao Tomé-et-Principe, la Somalie et le Tadjikistan.

D'emblée, je souhaite vous remercier sincèrement, Monsieur le Président Ping, d'avoir pris l'initiative d'examiner cette question importante relative aux demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies en séance plénière de l'Assemblée générale.

Le Gouvernement géorgien, comme d'autres coauteurs de ce projet de résolution, demeure attaché à exécuter ses obligations financières au titre de la Charte, en dépit des problèmes difficiles auxquels il est confronté. Cet engagement inclut assurément la mise en œuvre d'échéanciers de paiement pluriannuels.

Grâce à votre direction, la réforme de l'Organisation des Nations Unies a de plus en plus le vent en poupe, comme le montrent les débats animés qui se déroulent dans cette salle. Je suis convaincu que les décisions que nous prendrons avant et pendant le sommet de septembre seront d'une importance historique.

Il serait contraire aux intérêts de l'Organisation que les États Membres qui sont prêts à participer et à contribuer aux délibérations sur la réforme de l'Organisation des Nations Unies soient exclus du processus de prise de décisions. C'est précisément la raison pour laquelle les auteurs ont décidé de présenter le présent projet de résolution, et nous appelons sincèrement tous les États Membres à veiller à ce qu'il soit adopté sans heurt.

Le projet de résolution A/59/L.66 prend pour modèle la résolution de l'année dernière sur le même sujet – la résolution 59/1. À notre humble avis, tous les éléments nécessaires sont mentionnés dans le projet, y compris la référence à la résolution 54/237 C, qui établit les règles fondamentales relatives à l'application de l'Article 19 de la Charte.

De plus, le présent projet de résolution est une disposition provisoire. Les délégations qui sont auteurs du projet de résolution, gardant présentes à l'esprit les préoccupations que pourraient avoir plusieurs délégations, ont fait de leur mieux pour répondre à ces préoccupations.

Nous n'avons pas l'intention d'influencer l'examen de la Cinquième Commission cet automne. C'est dans cette perspective que les paragraphes 4 et 7 stipulent que l'Assemblée générale nous autoriserait à participer au vote « jusqu'à ce que l'Assemblée prenne une décision finale durant la partie principale de sa soixantième session ».

Ma délégation se félicite de l'information selon laquelle le Libéria a soumis une lettre au Président de l'Assemblée générale demandant une dérogation à l'Article 19 de la Charte, et j'ai le plaisir d'annoncer que le Libéria s'est également porté coauteur du projet de résolution.

Je souhaiterais par conséquent demander à tous les États Membres d'appuyer la proposition de ma délégation d'inclure le Libéria aux paragraphes 5, 6 et 7, aux côtés du Niger et de Sao Tomé-et-Principe.

J'aimerais renouveler mon appel à ce que le projet de résolution soit adopté sans heurt. Nous espérons sincèrement que nous serons à même de prendre part aux décisions historiques relatives à la réforme de l'Organisation des Nations Unies, et nous pensons également qu'une action rapide de l'Assemblée générale à cet égard servirait les intérêts collectifs de l'Organisation.

**Le Président :** Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/59/L.66, tel que révisé oralement.

Avant de donner la parole aux représentants pour expliquer leur vote avant qu'une décision soit prise, je rappelle aux délégations que les explications de vote ou de position sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

**M. Al-Humaimidi (Iraq) (*parle en arabe*) :** J'aimerais vous remercier, Monsieur le Président, de me donner cette occasion de prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Ma délégation a demandé la parole pour faire une déclaration au titre du point 113 de l'ordre du jour sur le barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies, avant l'adoption du projet de résolution A/59/L.66, afin de présenter nos remerciements sincères au Comité des contributions pour tous les efforts qu'il a déployés et qu'il déploie encore pour exécuter ses mandats, en particulier l'examen de la demande de dérogation à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies.

À cet égard, ma délégation aimerait noter qu'elle a déjà présenté au Président de l'Assemblée générale une demande visant à exonérer l'Iraq du paiement de ses obligations financières du fait des circonstances et des conditions qui prévalent en Iraq, comme cela a été expliqué clairement devant le Comité des contributions, qui examine la question, comme il est indiqué aux paragraphes 104, 105, 106 et 107 de l'annexe du document A/59/864.

Ma délégation aimerait dire sa gratitude au Comité des contributions pour sa compréhension de la situation en Iraq et pour sa recommandation visant à ce que l'Iraq soit autorisé à exercer son droit de vote jusqu'au 30 juin 2006. Parallèlement, la délégation iraquienne a fait des efforts considérables, travaillant de concert avec le Secrétariat et le Conseil de sécurité, pour qu'il lui soit permis de s'acquitter de ses

obligations financières avec ses avoirs du compte séquestre qui a été créé conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité relatives à l'ancien régime iraquien.

Grâce à la compréhension du Secrétaire général et du Conseil de sécurité, nos efforts ont été couronnés de succès et l'Iraq s'est acquitté de toutes ses obligations financières au titre du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et du budget du maintien de la paix, ainsi que de celles relatives aux activités des Tribunaux spéciaux et au Plan-cadre d'équipement de l'Organisation des Nations Unies.

Ma délégation aimerait également prendre note de la lettre du Secrétaire général datée du 29 juin 2005, adressée au Président de l'Assemblée générale, qui est contenue dans le document A/59/668/Add.16.

À l'évidence, le Président de l'Assemblée générale et le Président du Comité des contributions ont été dûment informés de tous ces faits nouveaux, et le nom de l'Iraq n'a pas été inclus dans le projet de

résolution A/59/L.66, dont l'Assemblée est saisie pour examen. Toutefois, ma délégation souhaitait éclairer l'Assemblée générale sur ce point.

**Le Président :** Nous avons entendu le seul orateur au titre des explications de position.

L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/59/L.66, intitulé « Demandes de dérogation à l'Article 19 de la Charte des Nations Unies », tel que révisé oralement.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de résolution A/59/L.66, tel que révisé oralement?

*Le projet de résolution A/59/L.66, tel que révisé oralement, est adopté (résolution 59/312).*

**Le Président :** L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 113 de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 16 h 25.*